

Questions orales

M. McGrath: Le ministre a mis le doigt sur la difficulté. La dernière fois que nous avons questionné le ministre des Pêches et Océans au sujet de la restructuration, il nous a répondu qu'il fallait s'adresser au ministre d'État chargé du Développement économique qui est maintenant chargé de cette question. C'est écrit noir sur blanc.

LA PROPOSITION DE TERRE-NEUVE

L'hon. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Madame le Président, le Conseil des pêches du Canada tient aujourd'hui à Saint-Jean son assemblée annuelle. En même temps se tient une conférence sous les auspices de certains ouvriers des usines fermées et du Newfoundland Fishermen, Food and Allied Workers Union. Ces derniers tiennent à exprimer leurs vives inquiétudes devant l'inertie du gouvernement et devant le fait qu'il n'ait rien fait pour protéger les intérêts des ouvriers d'usine et des pêcheurs. Notre gouvernement semble être plus enclin à protéger les intérêts de certaines sociétés.

Je tiens à demander au ministre des Pêches—je regrette, c'était un lapsus freudien. Je tiens à demander au ministre d'État chargé du Développement économique, qui assume désormais ses fonctions, comment le gouvernement compte répondre à la proposition que lui a faite depuis plus d'un mois le gouvernement de Terre-Neuve, ainsi qu'à celle qu'il a déjà reçue d'un certain nombre d'usines fermées de Terre-Neuve, en ce qui concerne la gestion de la flotte de pêche et l'intégration et restructuration de certaines des sociétés en cause?

L'hon. Donald J. Johnston (ministre d'État chargé du Développement économique et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Madame le Président, je ne pense pas qu'il s'agisse d'un lapsus freudien. Comme je l'ai dit en réponse à la première question, si le ministre des Pêches et des Océans avait été présent, c'est à lui qu'auraient été adressées ces questions. Lorsqu'on accuse le gouvernement de se désintéresser de ce secteur, on doit se rendre compte que c'est le gouvernement qui a pris cette initiative, en créant le sous-comité des ministres du cabinet en vue de superviser les négociations, que c'est lui encore qui a chargé la Commission Kirby de faire un rapport, dont les recommandations ont déjà été annoncées publiquement, et que c'est ce même gouvernement qui fait tous les efforts possibles pour restructurer cette industrie. Comment le député peut-il l'accuser de se désintéresser de ce secteur? C'est l'un de nos principaux sujets de préoccupation, c'est un domaine dont nous nous occupons activement et nous espérons voir nos efforts porter fruit dans un avenir proche.

LE TEMPS MIS À PRENDRE UNE DÉCISION

L'hon. John A. Fraser (Vancouver-Sud): Madame le Président, ma question supplémentaire s'adresse au ministre d'État chargé du Développement économique. Il y a quelques jours—et seulement quelques jours, je tiens à le souligner—le ministre des Pêches et des Océans, lorsqu'un de mes honorables collègues lui a posé la même question, a déclaré qu'il fallait la soumettre au ministre d'État chargé du Développement économique.

• (1450)

Cela a fait un an en janvier que le gouvernement a annoncé la tenue de l'enquête Kirby sur le secteur de la pêche dans la région de l'Atlantique. Le gouvernement savait que les temps étaient difficiles depuis l'été de l'année précédente. Comment le ministre peut-il maintenant déclarer à la Chambre que cette question ne le regarde pas, alors qu'il dirige le comité chargé de l'étudier? Comment au nom du ciel peut-on planifier le secteur de la pêche dans la région de l'Atlantique alors que le ministre et son comité tournent en rond et que le ministre des Pêches et des Océans s'en remet toujours au ministre qui dirige le comité du cabinet qui est censé trouver des solutions à cette question?

L'hon. Donald J. Johnston (ministre d'État chargé du Développement économique et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Madame le Président, je suis flatté de voir que le ministre des Pêches et des Océans m'a, semble-t-il, renvoyé la question, et j'y ai répondu en son absence.

M. McGrath: C'est faux.

M. Johnston: J'y ai répondu.

Pour ce qui est de tourner en rond, comme le député le prétend, les ministres intéressés, notamment le ministre des Pêches et des Océans, M. Kirby et les membres du groupe de travail ont probablement déployé des efforts sans précédent pour trouver une solution satisfaisante pour toutes les parties concernées. Ainsi, selon moi, la question du député n'était vraiment fondée sur rien de concret.

* * *

L'EMPLOI

LES DISCUSSIONS PORTANT SUR LA CRÉATION D'EMPLOIS DANS LA RÉGION DE PETERBOROUGH

M. Bill Domm (Peterborough): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre d'État chargé du Développement économique. Le maire de Peterborough, un représentant de l'administration régionale et un représentant du Conseil du travail de cette ville essayent en vain d'être reçus à Ottawa pour discuter de la création d'emplois dans la région de Peterborough où le chômage sévit avec une acuité exceptionnelle. On n'arrête pas de les renvoyer d'un ministre à un autre.

Or, en fin de semaine dernière, on a pu lire dans un journal qu'un ministre fédéral, le président et deux membres de l'association libérale de la circonscription de Peterborough s'étaient réunis secrètement. L'objet de cette réunion, d'après le journal en question, était de parler de la création d'emplois dans la région de Peterborough.

Ce que je voudrais que le ministre me dise, c'est comment on peut réussir à se faire recevoir par un ministre pour parler de la création d'emplois quand on habite l'une des 135 circonscriptions qui ne sont pas représentées par un député libéral. Faut-il passer par le président de l'association libérale de la circonscription pour obtenir une entrevue sur le sujet de l'expansion économique?